



NEXTSTAGE FAIT LE PARI DE LA BOURSE

A LA UNE CETTE SEMAINE

L'équipe de NextStage suit les pas d'un certain Warren Buffett autour d'un modèle basé sur la bourse, le temps et l'investissement en fonds propres.

La façon de Grégoire Sentilhes à l'heure d'évoquer sa nouvelle aventure boursière est indéniable. Par-delà le discours bien rodé, les éléments de langage maîtrisés, l'IPO qu'il lance désormais semble l'aboutissement d'un parcours personnel ponctué d'aventures entrepreneuriales de part et d'autre de l'Atlantique. Les entrepreneurs, il en a fait sa marque de fabrique. 13 ans après la création de NextStage AM, 107 ont bénéficié de plus de 500 millions d'euros d'investissements. Si l'heure est à la troisième révolution industrielle, il veut en être. Cependant, quand d'autres restent partisans de fonds classique, il fait avec Jean-Baptiste Haas, directeur général de NextStage, le pari que les capitaux propres et l'absence de contraintes dans la durée de l'investissement seront les clés de leur réussite.

Créé en mars 2015 et disposant déjà de près de 117 millions d'euros, NextStage (le véhicule coté, à ne pas confondre avec NextStage AM) ambitionne d'identifier puis d'accompagner des entreprises de taille moyenne (ETM) liées à l'une de ces quatre tendances de fonds : l'économie liée à la valeur de nos émotions et la qualité de l'expérience client, l'internet industriel, l'économie on-demand et du partage5, et l'économie positive (ou croissance verte).

Quelques belles signatures figurent au nombre des parrains et marraines de la nouvelle structure : Artémis, Téthys, Jean-Yves Drouyer mais aussi des institutionnels à l'instar d'Amundi et d'Axa. L'équipe compte également sur l'assurance vie pour drainer quelques millions supplémentaires. L'objectif annoncé vise à porter le capital de NextStage à 500 millions d'euros dès 2020 ; 150 millions dès à présent si l'IPO en cours réussit. L'équipe est d'ailleurs déjà au travail avec un portefeuille

VIVE LA CROISSANCE DE LA FRANCE AVEC LES ENTREPRISES DE TAILLE MOYENNE!

Les Entreprises de Taille Moyenne constituent un maillon clé de la croissance qui fait défaut à la France. Elles représentent près de 90 % du PIB français et emploient 6,5 millions de personnes, contre 9,4 millions en Allemagne.*

NEXTSTAGE est une plateforme d'investissement agile et innovante qui apporte aux entrepreneurs les fonds propres et « capital patients » dont les ETM manquent cruellement. En s'appuyant sur son savoir-faire « d'entrepreneurs-investisseurs », NEXTSTAGE sélectionne des ETM à fort potentiel qui se positionnent autour de la 3^{ème} révolution industrielle.

NEXTSTAGE finance en fonds propres et à long terme la croissance des ETM en accélérant l'intégration de l'innovation, clé de leur compétitivité et de leur capacité à s'internationaliser pour devenir des champions mondiaux.

INTRODUCTION EN BOURSE DE NEXTSTAGE : DEVENEZ ACTIONNAIRE D'UNE PLATEFORME INNOVANTE D'INVESTISSEMENT DANS LES ETM.

100 € PAR ACTION DU 1^{er} au 14 DECEMBRE 2016.

nextstage-ipo.com



* Des informations du prospectus IPO par l'AMF le 30 novembre 2016 sous le numéro 16-961, composé du document de base enregistré le 21 novembre 2016 sous le numéro 16-077 (le « Document de Base ») et d'un site d'information de détail d'investissement (présentant le résumé du prospectus) sont disponibles dans le site de l'AMF (www.amf-france.org). Les investisseurs sont invités à consulter attentivement les sections de risque de ce prospectus et le prospectus de souscription de la société. Le prospectus de souscription de la société est disponible sur le site d'information de détail d'investissement. Les investisseurs sont invités à consulter attentivement les sections de risque de ce prospectus et le prospectus de souscription de la société. Les investisseurs sont invités à consulter attentivement les sections de risque de ce prospectus et le prospectus de souscription de la société. Les investisseurs sont invités à consulter attentivement les sections de risque de ce prospectus et le prospectus de souscription de la société.

constitué de huit entreprises, pour un montant d'investissement de 40,9 millions d'euros. Compris entre 4 et 40 millions d'euros, les investissements se font quasi-exclusivement en fonds propres (actions ou obligations convertibles) et le recours à l'effet de levier se veut nul ou à tout le moins très limité. Les souscripteurs ne devront pas s'attendre à des dividendes pour l'instant. « Toute la plus-value sera remise au travail sur le long terme », rappelle ainsi Grégoire Sentilhes qui vise un portefeuille compris entre 40 et 50 entreprises. L'objectif est donc bien de créer un géant dans le monde des ETM.

SOMMAIRE

- 2. M&A
- 3. Private Equity
- 4. Insider
- 5. International

LA SORTIE DE LA SEMAINE ///

" Nous considérons la sécurité comme une priorité absolue et n'avons rien trouvé de préoccupant "

a déclaré une porte-parole d'Apple au sujet de soupçons d'explosions liées à des problèmes de batteries d'iPhone

AMUNDI : VISE PIONEER POUR 3 MD€

La société de gestion d'actifs française vient d'entrer en négociations exclusives avec l'italien UniCredit pour la vente des activités de Pioneer Investments.

La vente de Pioneer Investments, évoquée dans nos colonnes il y a plusieurs jours, est aujourd'hui officielle puisque son propriétaire, l'italien UniCredit, est entré en négociations exclusives avec le français Amundi. Au minimum, la cible vaudrait 3 MD€, ce qui ne devrait pas être un problème pour le tricolore, premier gérant d'actifs en Europe désormais bien installé à la Bourse de Paris. Le total de ses encours dépasse 1 000 milliards d'euros dans le monde. Si Amundi est dans la dernière ligne droite, c'est que les autres enchérisseurs – l'américain Ameriprise Financial et le transalpin Poste Italiane – n'ont pas souhaité s'aligner sur son offre. Pour UniCredit, la cure d'amaigrissement commence à prendre forme : l'institution financière, en difficulté, est en pleine restructuration, et une augmentation de capital de plus de 10 MD€ devrait prochainement arriver.



Viadeo: Leboncoin et Figaro à la reprise ?

Le réseau social professionnel, en redressement judiciaire, ne serait valorisé que quelques millions d'euros.

Peu de temps après son placement en redressement judiciaire, Viadeo bénéficie de plusieurs marques d'intérêt en France : le site de petites annonces Leboncoin et Figaro Classifieds étudient le rachat partiel des activités de l'ex-star du web tricolore. Quoi qu'il advienne, le réseau social professionnel ne serait valorisé que quelques millions d'euros, une somme logique au regard d'une capitalisation de marché qui est passée de 150 M€ il y a deux ans à moins de 10 M€ aujourd'hui. Le tribunal de commerce examinera les offres de reprise dès le 19 décembre.

ÉNERGIE : QUADRAN DOUBLE DE TAILLE



GRÂCE À L'ACQUISITION DU PORTEFEUILLE DE CLIENTS D'ENEL FRANCE, LE PRODUCTEUR D'ÉNERGIES RENOUVELABLES PASSE DE 100 M€ À PLUS DE 220 M€ DE REVENUS.

SANOFI VEUT AUSSI LA BIOTECH ACTELION

Alors qu'on la voyait discuter avec l'américain J&J, la biotech suisse pourrait finalement rejoindre le géant pharmaceutique tricolore.

Difficile de prédire l'avenir d'Actelion, le spécialiste du traitement de l'hypertension artérielle pulmonaire, tant il est convoité par les géants de l'industrie. Après l'américain Johnson & Johnson, c'est le français Sanofi qui tenterait de décider le board et les actionnaires de la biotech suisse – bien qu'aucune offre précise ne leur soit parvenue pour le moment. Pour rappel, Actelion vaut un peu plus de 20 MD€ tandis que la capitalisation de Sanofi s'élève à presque 100 MD€.



QUADRAN COMMENCE À SE FAIRE UNE PLACE SIGNIFICATIVE SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS DE L'ÉNERGIE : CELUI QUI SE PRÉSENTE COMME L'UN DES PRINCIPAUX PRODUCTEURS INDÉPENDANTS D'ÉNERGIES RENOUVELABLES SUR LE TERRITOIRE RÉALISE L'ACQUISITION DU PORTEFEUILLE DE CLIENTS D'ENEL FRANCE AUPRÈS DE SA MAISON MÈRE ITALIENNE. IL PASSE AINSI DE 100 M€ À PLUS DE 220 M€ DE REVENUS ATTENDUS EN 2016.

BTP : CHEQUERS CAPITAL AU SOUTIEN D'ALKERN ?



Accompagné par Fondations Capital depuis 2010, le producteur de pièces en béton pour les secteurs du BTP et de l'habitat serait valorisé 130 M€ par Chequers.

Selon Capital Finance, le processus d'enchères concernant Alkern serait sur le point de livrer ses vérités, à commencer par le succès de Chequers Capital qui valoriserait la cible autour de 130 M€ (contre 67 M€ lors du précédent LBO). Accompagné par Fondations Capital depuis 2010, le producteur de pièces en béton pour les secteurs du BTP et de l'habitat a considérablement augmenté ses revenus, passés de 136 M€ en 2009 à plus de 200 M€ en 2014. Pour ce faire, Alkern n'a pas lésiné sur la croissance externe, notamment entre 2010 et 2014 où la société a avalé pas moins de quatorze entreprises dont le Groupe Duroux et ainsi resserré son maillage territorial en France. Si l'opération aboutit, elle serait à marquer d'une pierre blanche pour Fondations Capital qui réaliserait là la première sortie (lucrative) du premier véhicule de son histoire – Courtepaille étant passé dans les mains de son créancier ICG à l'issue d'une longue bataille judiciaire. Chequers Capital s'aide d'une dette unitranche pour reprendre l'actif.

CM-CIC REMPLACE PRAGMA DANS LA CROISSANTERIE



Pragma avait déjà essayé de vendre sa participation majoritaire il y a trois ans. Le restaurateur a depuis renforcé ses fondamentaux.

Mieux vaut tard que jamais pour Pragma Capital, qui réussit à vendre sa participation majoritaire dans La Croissanterie à CM-CIC Investissement, lui qui l'avait acquise en 2006 auprès de Barclays Private Equity. Il s'agit du 3e LBO de la chaîne de restauration rapide, probablement soutenue par une dette unitranche apportée par Céréa Partenaire. La route fut donc longue pour Pragma qui essaya, dans un premier temps, de se séparer de la cible il y a trois ans. En vain ! Depuis le restaurateur a renforcé ses fondamentaux, ce qui a rendu l'opération possible : il a développé son réseau de franchise (qui compte aujourd'hui pour deux tiers de ses magasins), et affiche 100 M€ de chiffre d'affaires pour une croissance annuelle de l'ordre de 10 %.

FOXINTELLIGENCE REÇOIT 1 M€ POUR AIDER LES CONSOMMATEURS

A TRAVERS CLEANFOX ET MISTERFOX, LES INTERNAUTES PEUVENT RESPECTIVEMENT SE DÉSABONNER DES NEWSLETTERS ET RECEVOIR LEURS REMBOURSEMENTS LIÉS AUX RETARDS/ANNULATIONS DE TRAINS.

EN SEULEMENT QUELQUES MOIS D'EXISTENCE, FOXINTELLIGENCE A RÉUSSI À CONVAINCRE UN PARTERRE D'INVESTISSEURS PRESTIGIEUX QUI LUI CONFIENT 1 M€: ON RETROUVE DAPHNI, PARTECH VENTURES, KIMA VENTURES, LE STUDIO, GLOBAL FOUNDERS CAPITAL, IRON CAPITAL ET PLUSIEURS BUSINESS ANGELS À SON CAPITAL. A TRAVERS CLEANFOX (30 MILLIONS DE MAILS NETTOYÉS) ET MISTERFOX (700 000 RÉSERVATIONS ANALYSÉES), LES INTERNAUTES PEUVENT RESPECTIVEMENT SE DÉSABONNER DES NEWSLETTERS ET RECEVOIR LEURS REMBOURSEMENTS LIÉS AUX RETARDS/ANNULATIONS DE TRAINS. CES DIFFÉRENTS SERVICES LUI PERMETTENT PAR AILLEURS D'ANALYSER LE COMPORTEMENT DES CONSOMMATEURS SUR LE WEB.

Matériel outdoor : Jean-Marc Bernard reprend Ducatillon

Dans cette opération de BIMBO pour un montant de 7,6 M€, l'entrepreneur s'aide de deux fonds, Omnes Capital et BPIFrance.

Changement de propriétaire pour Ducatillon, l'une des références françaises dans la vente de matériel pour l'élevage et la chasse ! Thomas Delecroix quitte le navire et se retrouve remplacé, comme actionnaire et dirigeant, par Jean-Marc Bernard (La Redoute, Quelle, 3Suisse) pour un deal estimé à 7,6 M€. L'entrepreneur s'aide de deux fonds, Omnes Capital et BPIFrance, afin d'assurer sa prise de contrôle. La cible a reporté 22 M€ de revenus l'an dernier.



GAUTHIER HALBA

DIRECTEUR FISCAL, JCDECAUX

Décideurs. Lors d'une acquisition, à quel niveau le directeur fiscal intervient-il ?

Gauthier Halba. En premier lieu, mon rôle est d'identifier les risques fiscaux de la cible d'acquisition pour m'assurer qu'ils soient bien pris en compte dans les garanties de passif. Une fois cette analyse de risques effectuée, nous préparons l'intégration de cette future filiale à notre schéma fiscal. La dernière étape consiste à structurer l'acquisition par rapport à nos impératifs opérationnels mais aussi financiers. Chez JCDecaux par exemple, nous étudions des cibles qui opèrent sur plusieurs pays. Mon rôle est alors de réfléchir à la meilleure façon de rapprocher les actifs acquis de nos structures déjà existantes.

Décideurs. Les prix de transfert ou le CBCR sont de nouvelles contraintes pour les entreprises. Comment appréhendez-vous leur mise en place ?

Gauthier Halba. En effet, les contraintes réglementaires concernant les prix de transfert sont de plus en plus présentes au niveau international. Si une entreprise est redressée, l'impact opérationnel peut être fort. Pour éviter un tel scénario, nous sensibilisons beaucoup les équipes, en tentant de présenter la fiscalité comme la composante d'un tout mais jamais comme un problème. Pour sécuriser une politique de prix de transfert, il faut avant tout bien connaître son groupe, afin d'être en mesure de justifier et d'expliquer ses choix.

« MON RÔLE EST D'IDENTIFIER LES RISQUES FISCAUX DE LA CIBLE D'ACQUISITION POUR LES INTÉGRER AUX GARANTIES DE PASSIF »

Chez JCDecaux, la politique de prix de transfert reflète les impératifs opérationnels et les justifications économiques peuvent être fournies sans grandes difficultés. En ce qui concerne le CBCR, il ne sera mis en place que l'an prochain mais beaucoup de pays l'ont déjà transposé dans leur droit national. La problématique est différente de celle des prix de transfert : ici, c'est le caractère public des déclarations qui pose question. Nous ne voyons aucun problème à fournir des informations précises à l'administration fiscale, ce que nous faisons déjà, mais la publicité de certaines informations pourrait avoir des effets négatifs, en matière de concurrence notamment, si certains de nos concurrents n'ont pas cette contrainte. La publicité de ces informations ne nous semble pas du tout pertinente.

Décideurs. Quels sont les enjeux fiscaux spécifiques à JCDecaux ?

Gauthier Halba. Nos principaux enjeux au niveau fiscal concernent actuellement le CBCR, le financement de notre développement à l'international et la fiscalité liée à l'innovation et à la transformation digitale dont l'évolution et la maturité par pays nécessitent un suivi tout particulier.

Comme pour toutes les entreprises, la fiscalité du financement soulève nombre de questions fiscales (action 4 Beps, directive européenne, dispositifs nationaux spécifiques...). En effet, les contrats nécessitent des investissements importants et donc des capacités financières significatives dans un cadre fiscal international complexe et changeant qui rend la déduction des intérêts incertaine. La direction fiscale travaille en lien étroit avec la direction de la trésorerie sur ces sujets. La digitalisation de l'activité est également un bon exemple puisqu'elle peut être soumise à des méthodes d'amortissements dérogatoires et parfois une fiscalité spécifique ●

« LA PUBLICITÉ DE CERTAINES INFORMATIONS POURRAIT AVOIR DES EFFETS NÉGATIFS »



BOURSE : LA FUSION LSE-DEUTSCHE BÖRSE PEINE À CONVAINCRE

Aux dernières nouvelles, la Commission européenne, qui rendra son avis sur cette opération dans quelques jours, ne serait pas convaincue par les garanties offertes en matière de concurrence.

En l'état actuel des choses, pour la Commission européenne, le projet de fusion des Bourses britannique et allemande pour un montant de 28 MD\$ irait à l'encontre d'une concurrence saine à l'égard des activités de marchés conduites sur le Vieux Continent. Elle rendra son avis sur cette opération dans quelques jours. Cette tendance n'est donc pas à l'avantage des acteurs concernés qui défendent bec et ongles la pertinence de ce rapprochement pour l'industrie dans son ensemble. Gregor Pottmeyer, CFO de Deutsche Börse, avertissait encore il y a quelques jours, qu'un échec de la fusion laisserait le champ libre aux Américains et aux Chinois pour contrôler l'industrie mondiale des places de marchés. En ce sens, il faudrait sans doute s'attendre à ce que Intercontinental Exchange refasse la cour au London Stock Exchange, et que Chicago Mercantile Exchange jette lui son dévolu sur la Bourse de Francfort. Tentative de la dernière chance, le CEO de Deutsche Börse vient d'adresser une lettre au régulateur allemand afin de réaffirmer que le nouveau groupe investirait durablement dans la région si la fusion est approuvée.

GAZ INDUSTRIELS : PRAXAIR DÉTERMINÉ À REPRENDRE LINDE



Exit l'échec des négociations en septembre dernier, l'américain Praxair soumet une offre retravaillée pour le numéro deux du secteur derrière Air Liquide.

Le duo Praxair-Linde n'entend pas se faire distancer trop largement par Air Liquide dans la course aux gaz industriels : si le français est numéro un incontesté du marché après le rachat de l'américain Airgas (13,4 MD\$), les deux remettent le couvert concernant leur projet de fusion. Celui-ci avait échoué en septembre dernier faute d'accord sur la structure et la localisation du siège social de la nouvelle entité. L'offre retravaillée de l'américain Praxair sera étudiée dès cette semaine par le conseil de surveillance de Linde. Selon des proches du dossier, les chances de réalisation de cette opération restent minces...

FILTRATION INDUSTRIELLE : PARKER S'OFFRE CLARCOR

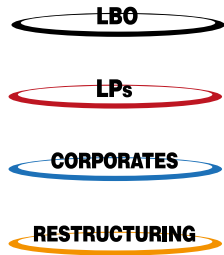
PARKER AFFICHERA DES REVENUS EN HAUSSE À 2,6 MD\$ DANS SES ACTIVITÉS DE FILTRATION.

DANS LE BUT D'ÉLARGIR SON PORTEFEUILLE DE PRODUITS ET TECHNOLOGIES LIÉS À LA FILTRATION INDUSTRIELLE DE L'AIR ET DES LIQUIDES, L'AMÉRICAIN PARKER HANNIFIN DÉPENSE 4,3 MD\$, DETTE COMPRISE, POUR ACQUÉRIR SON COMPATRIOTE CLARCOR. L'ENTREPRISE IMPLANTÉE À CLEVELAND AFFICHERA DES REVENUS EN HAUSSE À 2,6 MD\$ DANS SES ACTIVITÉS DE FILTRATION. ELLE EST PAR AILLEURS ENGAGÉE DANS LA PRODUCTION DE COMPOSANTS ÉLECTRO-MÉCANIQUES. LA TRANSACTION, DÉCRITE COMME POSITIVE POUR LE BÉNÉFICE PAR ACTION, SERAIT AUSSI SYNONYME DE RÉDUCTION DE COÛTS TROIS ANS APRÈS SON CLOSING.

Wynd : troisième levée de fonds en trois ans d'existence

Le spécialiste de la digitalisation des points de vente physiques lève 30 M€.

Wynd, plateforme Saas dédiée au parcours client en ligne, est née en 2013. Sa vocation première était alors de faire prendre aux acteurs de la restauration le virage du digital, notamment par la prise de commandes et le paiement. En trois ans, la start-up a diversifié les secteurs d'activité de sa clientèle (construction, énergie, grande distribution). Après une première levée de fonds d'1,8 M€ en 2014 et une seconde de 7 M€, c'est de 30 M€ dont il est question en 2016. « Cocorico! » Pour ce dernier tour de table, Wynd s'est entourée d'investisseurs 100 % français, à savoir Orange Digital Ventures et Sodexo Ventures.



PRIVATE EQUITY EXCHANGE & AWARDS



THE LARGEST PRIVATE EQUITY & RESTRUCTURING SUMMIT IN EUROPE

15th EDITION
December 8, 2016 • Paris

Among 2015 speakers



Conni Jonsson
Chairman of the Board
EQT Partners



Jobst Klemme
Director
Abbott Capital
Management



Peter Taylor
Managing Director
Duke Street



Michel Paris
Chief Executive Officer
& *Chief Investment Officer*
PAI Partners



David Hirschmann
Head of Private Credit
Permira



Olivier Breittmayer
Chief Executive Officer
Exclusive Group



Georges Sampeur
Chief Executive Officer
Hotel B&B



Richard Simonin
Chief Executive Officer
Vivarte

CONFERENCES • ONE-TO-ONE MEETINGS • AWARDS CEREMONY

PARTNERS

